

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Centre administratif - ZAC de Bourran – 9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 27/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL MAZARS TP

La Souque
12450 Luc-La-Primaube

Références : 12-CARMIN-2026-13
Code AIOT : 0006803053

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement SARL MAZARS TP implanté Roc d'Aupio 12000 Druelle Balsac. L'inspection a été annoncée le 04/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite de l'inspection est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL MAZARS TP
- Roc d'Aupio 12000 Druelle Balsac
- Code AIOT : 0006803053

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière à ciel ouvert d'orthogneiss sise au lieu-dit "Roc d'Aupio" sur la commune de Druelle 12510, est autorisée par arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 pour une durée de 21 ans, et pour une production maximale annuelle de 6 500 t au bénéfice de la SARL MAZARS TRAVAUX PUBLICS. L'exploitation est dans sa dernière année d'autorisation.

La carrière fonctionne par campagne et à la commande, elle n'était pas en activité au jour de la visite.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|----------------------------|---|--|-----------------------|
| 3 | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-4-2 et 3 | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 9 | Sécurité du public | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 17 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|---|-------------------|
| 1 | Disposition générale | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 3 | Sans objet |
| 2 | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-4-1 | Sans objet |
| 4 | Conduite de l'exploitation | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 16-2 et 3 | Sans objet |
| 5 | Traitement et évacuation des matériaux | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-6 et 15-8 | Sans objet |
| 6 | Registre et plans | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 23 | Sans objet |
| 7 | Prévention des pollutions | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 25-1-1,2 et 3 | Sans objet |
| 8 | Prévention des pollutions - | Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 25-3-1 et 2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les points suivants :

- conduite de l'exploitation (production, extraction des matériaux, plan) ;
- phasage et remise en état ;
- prévention des risques accidentels de pollution ;

- et sécurité d'accès au site, propreté

L'inspection n'a pas relevé de non-conformité majeure.

Des mesures correctives sont demandées à l'exploitant : maintenir le site en état de propreté, et sécuriser l'accès en maintenant une clôture efficace.

L'autorisation d'exploiter sera échue le 22 novembre 2026. Le porteur de projet envisage le dépôt d'un dossier de renouvellement de son autorisation pour 20 ans, sans extension de son périmètre et en adaptant les volumes de production aux besoins de l'entreprise de travaux publics.

Il est à noter que l'exploitation réalisée sur ce site est déconnectée des plans de phasages inclus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation (exploitation par campagnes et/ou selon chantiers en cours).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Disposition générale

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 3 |
| Thème(s) : Situation administrative, production |
| Prescription contrôlée : La production moyenne annuelle est de 5000 t et le rythme de production n'excède pas l'équivalent d'une production annuelle de 6500 t. |
| Constats : La production est inférieure à la production moyenne annuelle de 5000 t (environ 2000 t sur l'année 2025). Cet écart s'explique par un mode d'extraction réalisé par campagnes et en fonction des commandes. Par ailleurs, la direction de la carrière a changé en raison d'un départ à la retraite ; durant cette période de transition, l'activité a été ralentie. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Conduite de l'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-4-1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Extraction des matériaux |
| Prescription contrôlée : Sur la partie supérieure de l'exploitation, l'extraction des matériaux sera effectuée entre les côtes 518 et 549 NGF. Sur la partie inférieure de l'exploitation, l'extraction des matériaux sera effectuée entre les côtes 497 et 503 m NGF. [...] Le mode d'exploitation respecte notamment les points suivants : 1) Sur la partie supérieure de l'exploitation ; l'extraction des matériaux est réalisée en plusieurs gradins en cours d'exploitation, la hauteur maximale de chacun des fronts est de 15 mètres, |

| |
|--|
| <p>une banquette de largeur minimale de 15 m sera conservée entre chaque front.</p> <p>2) Sur la partie inférieure de l'exploitation :</p> <p>l'extraction aura lieu à l'aide d'engins mécaniques lourds uniquement par gradins de hauteur maximale 4 m séparés par des banquettes de largeur minimale 4 m.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Seule la partie supérieure (sud-est) est exploitée par arrachage pour la production de granulats bruts.</p> <p>L'extraction de la partie supérieure est effectuée entre les côtes 541 et 527 m NGF.</p> <p>L'exploitation compte deux fronts de taille inférieur à 15 m .</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Conduite de l'exploitation

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-4-2 et 3</p> |
| <p>Thème(s) : Situation administrative, périmètre d'exploitation et abord du site</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords supérieurs de l'exploitation, y compris les travaux de décapage, sont constamment maintenus à une distance minimale de 10 mètres des limites du périmètre de la zone autorisée. [...]</p> <p>Pendant toute la durée des travaux, l'entretien et le nettoyage du site et de ses abords sont régulièrement effectués.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>La distance minimale de 10 mètres par rapport au périmètre autorisé est respectée.</p> <p>Sur le site sont entreposés des éléments de charpente métallique. L'exploitant indique que ces pièces seront prochainement évacuées afin d'être réutilisées pour la construction d'un bâtiment au sein de l'entreprise de travaux publics qu'il dirige également.</p> <p>L'accès au site nécessite des travaux de réfection, le revêtement étant actuellement en mauvais état.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant d'évacuer les éléments de charpente métallique , et de procéder à la réfection de l'accès au site depuis la route départementale.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |

N° 4 : Conduite de l'exploitation

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 16-2 et 3</p> |
|---|

| |
|---|
| Thème(s) : Situation administrative, remise en état |
| Prescription contrôlée : 16-2 Remise en état au cours de l'exploitation La remise en état est coordonnée à l'exploitation selon le phasage indiqué en annexe II a à II d. 16-3 - remise en état finale [...] La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables sera arrêté 1 an au moins avant l'échéance de l'autorisation. |
| Constats : L'exploitation est déconnectée des plans de phasages inclus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Cet écart s'explique par un mode d'extraction réalisé par campagnes et en fonction des commandes. Par ailleurs, la direction de la carrière a changé en raison d'un départ à la retraite ; durant cette période de transition, l'activité a été ralentie. L'autorisation d'exploiter arrive à échéance le 22 novembre 2026. Le nouveau dirigeant envisage de poursuivre l'activité pour une durée de 20 ans sur le périmètre actuel. Un dossier de renouvellement est actuellement en cours d'élaboration par un bureau d'études, qui instruit également une demande de prolongation afin de garantir un délai suffisant pour son instruction. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de l'exploitant qu'il soumette rapidement les éléments en vue de prolonger son autorisation actuelle. A défaut, il pourrait subir un arrêt des activités. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Traitement et évacuation des matériaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 15-6 et 15-8 |
| Thème(s) : Situation administrative, matériaux |
| Prescription contrôlée : Il n'y a pas d'installation de traitement des matériaux sur le site. L'évacuation des matériaux à l'extérieur du site d'exploitation se fait par la sortie donnant sur la RD 543. |
| Constats : Le site n'est pas équipé d'une installation de concassage de matériaux. Les matériaux extraits sont transportés à l'état brut via la route départementale pour être utilisés sur des chantiers de travaux publics, notamment pour le terrassement. Lorsque les granulats |

nécessitent un traitement, l'exploitant met en place une unité de concassage mobile directement sur le chantier.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 23

Thème(s) : Situation administrative, plan

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit et met à jour au moins une fois par an un plan d'échelle adaptée, sur lequel figurent :

- les limites de la présente autorisation ainsi qu'une bande de 50 mètres au-delà de celle-ci,
- les bords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,

[...]

- l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le piquetage déterminant le périmètre d'extraction et le[s] borne[s] de nivellement

- les pistes et voies de circulation,

- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte.

Par ailleurs, l'exploitant établit et tient à jour un registre d'avancement des travaux permettant de repérer la date à laquelle une zone a été exploitée, par périodes qui ne seront pas supérieures à 6 mois.

Les plans et registres visés au présent article sont mis, par l'exploitant, à disposition de tout propriétaire de la surface qui en fait la demande.

Constats :

Le plan d'exploitation consulté lors de l'inspection résulte d'un levé topographique réalisé en 2025.

L'ensemble des éléments à savoir les limites de l'autorisation, les bords de fouille, les courbes de niveaux, les cotes d'altitude et les zones remises en état y sont représentés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 25-1-1,2 et 3

Thème(s) : Risques accidentels, Pollution accidentelle des eaux

Prescription contrôlée :

Aucun entretien des véhicules n'est effectué sur le site de la carrière.

Le ravitaillement en carburants des engins de chantier est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Au point bas, un séparateur d'hydrocarbures est mis en place. Le séparateur d'hydrocarbures est vidangé autant que nécessaire.

| |
|---|
| <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site de la carrière.</p> <p>Un stockage de produits absorbants est présent sur le site pour permettre la récupération des hydrocarbures en cas de fuite accidentelle.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'entretien et le ravitaillement en hydrocarbures sont effectués hors site, au sein de l'entreprise MAZARS TP. Aucun carburant ou liquide susceptible de créer une pollution n' est stocké sur le site de la carrière.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Prévention des pollutions -

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 25-3-1 et 2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, rejet des eaux</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Il n'y a pas d'utilisation d'eau pour le traitement des matériaux</p> <p>Les eaux de ruissellement et les eaux d'exhaure du carreau de la carrière sont dirigées gravitairement vers le point bas de la carrière où elles s'infiltrant.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le site n'est pas équipé d'une installation de concassage de matériaux, Il n'y a pas d'utilisation d'eau pour le traitement des matériaux.</p> <p>Les eaux de ruissellement sont dirigées par gravité vers le point bas du site (sud-ouest) où elles s'infiltrant.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Sécurité du public

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2005, article 17</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, accès à la carrière</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès de l'établissement depuis la voie publique sont fermés en dehors des périodes d'activité par une barrière.</p> <p>[...]</p> <p>L'ensemble du périmètre de la carrière est entouré par une clôture solide et efficace.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'accès depuis la voie publique est fermé par un portail avec un dispositif de verrouillage.</p> <p>Le site est ceinturé d'une clôture béton, dont le linéaire (environ 50 m) en bordure de la route départementale (RD 593) nécessite une réparation.</p> |

| |
|--|
| |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de procéder au remplacement des sections endommagées de la clôture du site le long de la route départementale. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |